

Les pays en développement vulnérables dans l'agenda du développement post-2015
16 Avril 2013, Siège des Nations Unies, New York
Résumé

Cet événement a été organisé conjointement par le Bureau du Haut Représentant pour les Pays les Moins Avancés, les Pays en Développement Sans Littoral et les Petits Etats Insulaires en Développement (OHLLS) et par la Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International (FERDI) en collaboration avec le Gouvernement du Burkina Faso, le Ministère des Affaires Etrangères français, l'OCDE et le LDC IV Monitor.

Le séminaire a été introduit par M. Gyan Chandra Acharya, Secrétaire-Général Adjoint et Haut Représentant pour les Pays les Moins Avancés (PMA), les Pays en Développement Sans Littoral (PDSL) et les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID). M. Acharya a précisé que malgré les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté, les PMA, les PDSL et les PEID doivent encore faire face à d'importants défis dans leurs efforts de développement. Il a ajouté qu'il s'agit là des groupes de pays ayant le moins progressé en matière d'OMD. Par conséquent, il s'avère particulièrement important de proposer une assistance renforcée à ces pays vulnérables dans l'optique d'accélérer leurs progrès d'ici 2015. Le Haut Représentant a insisté sur le fait que les objectifs tels que la réduction de la mortalité infantile-juvénile et maternelle nécessitaient d'accroître substantiellement les efforts.

M. Acharya a souligné le fait que le monde a considérablement changé depuis 2000 et a recommandé l'intégration de nouveaux enjeux dans un cadre renouvelé pour le développement. Ce nouveau cadre doit promouvoir une croissance économique durable et inclusive, et développer la résilience aux chocs exogènes des pays induits par le changement climatique et les crises financières et alimentaires. Il a aussi souligné que des moyens adéquats au profit des pays vulnérables constitueraient un élément crucial de l'agenda post-2015 pour le développement et contribuerait à établir un fort partenariat mondial lequel devrait aussi être compatible avec l'appropriation nationale et le maintien d'un espace de politique économique.

Le Professeur Patrick Guillaumont, Président de la Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International, a souligné la nécessité de refléter les besoins spécifiques des pays vulnérables dans un nouveau consensus international sur le développement après 2015. Bien que l'agenda post-2015 doive concerner tous les pays et tous les peuples, il est essentiel de s'assurer que l'hétérogénéité des différents groupes de pays en développement soit prise en compte. Un agenda élargissant le champ des objectifs de développement doit éviter de diluer l'attention particulière portée aux pays vulnérables requise pour qu'ils surmontent leurs contraintes de développement spécifiques.

Le Professeur Guillaumont a évoqué le fait que l'universalité dans la promotion de l'équité et de la justice à travers le monde est un aspect clé. Les personnes vivant dans les pays pauvres et vulnérables, devant faire face à de sérieux handicaps structurels, ont une probabilité plus élevée de basculer et de rester en situation de pauvreté. Un agenda du développement cohérent et universel doit intégrer les vulnérabilités spécifiques des PMA, des PDSL et des PEID dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale. Le Professeur Guillaumont a souligné qu'au-delà des catégories, un principe d'équité était en jeu dont la mise en œuvre pourrait s'opérer au moyen de critères pertinents de vulnérabilité. La prise en compte de la vulnérabilité des pays pour l'allocation des mesures de soutien serait un pas supplémentaire dans cette direction (voir également la présentation PowerPoint).

Mme Nathalie Broadhurst, Sous-Directrice des politiques du développement du Ministère des Affaires étrangères français, a souligné l'importance d'intégrer les engagements envers les PMA dans l'agenda post-2015 de façon à prendre en compte les liaisons entre le développement social, l'éradication de la pauvreté et les défis environnementaux. Elle a souligné que le cadre de développement post-2015 devrait être élaboré de manière à permettre son adaptation aux réalités nationales et locales. Elle a évoqué que différentes cibles avaient été discutées dans le cadre du Panel de haut niveau, notamment celle des 20% les plus pauvres. Le nouveau cadre doit intégrer nombre d'enjeux absents des OMD. A ce titre, la mobilité professionnelle, les droits de propriété intellectuelle, la coopération Sud-Sud, et plus particulièrement un partenariat mondial efficace pour le développement, apparaissent comme des aspects cruciaux.

S.E. M. Lucien Marie Noel Bembamba, Ministre de l'Economie et des Finances du Burkina Faso, a encouragé les pays vulnérables à s'impliquer davantage dans les discussions sur l'agenda du développement post-2015, afin que leur participation conduise à prendre en considération de façon adéquate leurs intérêts et leurs besoins spécifiques. Le Ministre a précisé que le PIB du Burkina Faso a crû de 5,5% en moyenne, avec une inflation moyenne de 3% au cours des dix dernières années. Son pays a connu un développement social important du fait d'une politique axée sur l'accès à l'éducation (80% des enfants sont scolarisés), l'accès à des sources d'eau potable et le combat contre la propagation du VIH/SIDA. Malgré ces résultats positifs, le Ministre a rappelé que le Burkina Faso restait un pays vulnérable, caractérisé par des taux de pauvreté élevés et une pression démographique grandissante. Le manque de diversification dans la production, les contraintes provenant de sa position enclavée et l'impact négatif du changement climatique accroissent encore sa vulnérabilité.

Le Ministre a rappelé que le cadre des OMD apportait une grande attention aux aspects sociaux du développement. Il a souligné que le renforcement des capacités productives et la promotion d'une croissance durable et inclusive constituent les piliers du développement social. L'augmentation des ressources domestiques permettrait d'améliorer la qualité et l'accès aux services publics. De plus, les pays en développement vulnérables ont besoin de renforcer leurs capacités à anticiper et réduire les risques et ainsi à accroître leur résilience.

S.E M. Bembamba a aussi pointé du doigt l'importance cruciale de promouvoir l'égalité femmes/hommes et de faciliter l'intégration des personnes handicapées, qui sont les plus désavantagées dans leur lutte contre l'extrême pauvreté. Le soutien au secteur agricole, via des investissements importants et de qualité, s'est avéré déterminant dans les pays où l'agriculture occupe encore une place prépondérante et où la majorité de la population vit en zone rurale. Les politiques de développement doivent être adaptées aux contextes locaux et impliquer toutes les parties prenantes, y compris la société civile. Le Ministre a conclu son intervention en soulignant l'importance d'un processus de transformation structurelle dans les PMA, les PDSL et les PEID qui mettrait à disposition des gouvernements les instruments de promotion d'une croissance inclusive et d'émancipation des populations, notamment au bénéfice des plus désavantagées.

M. Federico Bonaglia, responsable de la division *Policy Dialogue* du Centre de développement de l'OCDE, considère une partie de l'Afrique subsaharienne comme exclue du processus de convergence économique. Le post-2015 devra tenir compte de cette spécificité en différenciant les objectifs selon qu'ils font référence à des problèmes globaux

(objectifs internationaux) ou plus spécifiques (objectifs nationaux, selon les besoins et les vulnérabilités). M. Bonaglia identifie les questions de paix et sécurité comme fondamentales pour le développement et suggère que l'agenda post-2015 pourrait intégrer pour partie les *Peacebuilding and Statebuilding Goals (PSG)*.

De nombreux participants sont intervenus suite aux présentations des panelistes. Beaucoup se sont prononcés en faveur de l'adoption officielle de la catégorie PMA par la Banque Mondiale. Furent également mis en avant le manque de capacités des PMA à faire face aux défis du développement, le besoin d'assurer par un effort accru que la moitié des PMA remplissent les critères de graduation d'ici 2020, ce qui constituait un but global du programme d'action d'Istanbul. Dans ce contexte, l'augmentation de l'APD est perçue comme un déterminant essentiel au progrès des pays les plus pauvres. Nombre de participants ont souligné que les engagements pris par les partenaires du développement devraient être reflétés dans l'agenda du développement post-2015. L'importance de développer les infrastructures durables de transports en réponse aux coûts de transports élevés dans les pays enclavés a été notée comme un moyen de surmonter un obstacle majeur au développement de ces pays, et devrait être un sujet appréhendé de manière adéquate par la communauté internationale. L'accent a aussi été mis sur le besoin d'un agenda du développement cohérent intégrant le programme d'action d'Istanbul, les efforts pour une transition en douceur, les Objectifs du Développement Durable (ODD) et les discussions sur le post-2015 dans un cadre permanent et axé sur le développement.

Plusieurs participants ont enfin souligné qu'il était essentiel de renforcer l'inclusion financière et de s'assurer que les priorités des PMA, PDSL et PEID étaient perçues de façon précise et articulées, et que les questions de vulnérabilités et d'inégalités devaient être au cœur de l'agenda du développement post-2015.